

Les TSEEAC, les syndicats et le protocole

Ceux qui souhaitent dénoncer le protocole tentent de convaincre les TSEEAC du bien-fondé de leur démarche et ne reculent devant aucun sacrifice : ils sont prêts à raconter n'importe quoi, quitte à se contredire régulièrement. Ils parviennent, par exemple, à écrire que le corps des TSEEAC va être vendu et que leurs tâches vont être externalisées ... tout en affirmant que le nombre important de recrutements de TSEEAC viendrait récompenser l'attitude « collabo » de certains syndicats.

L'Administration recruterait donc des TSEEAC ... dont elle veut se débarrasser ?! cherchez l'erreur ...

Le SNNA FO s'exprime comme s'il était un syndicat très représentatif, mais peut-être est-il utile d'y regarder de plus près et de voir, en même temps, au nom de qui il s'exprime ?

Les voix de FO chez les personnels techniques sont réparties comme suit :

- IEEAC : 1,5 % (9 voix)
- ICNA : 3,1 % (100 voix)
- IESSA : 2,0 % (25 voix)
- TSEEAC : 24,0 % (329 voix)

Ce syndicat peut donc se prévaloir de **463 voix** au total, ce qui, pour information, est **moins élevé que le nombre de voix recueillies par l'UTCAC chez les seuls TSEEAC**.

Ce syndicat tire donc sa représentativité du corps des TSEEAC (71% de la totalité de ses voix), mais quelques questions se posent :

- Qui dirige ce syndicat ?, des TSEEAC ?
- Les TSEEAC sont-ils d'accord pour que le protocole soit dénoncé ?
- Ont-ils été consultés avant que cette décision soit prise ?

Il n'est, en effet, pas certain que ceux-ci aient envie de remettre en cause la construction d'une nouvelle grille indiciaire permettant un gain moyen par échelon de chaque grade de 20 à 30 points d'indice et de porter l'indice terminal du 3e grade de 646 à 702 brut en cette période de gel des salaires.

Il n'est pas sûr non plus que :

- l'accès des assistants de subdivisions aux CTAC,
 - la licence ESARR5
 - la consolidation de la licence d'inspecteur de surveillance
 - la garantie de passerelles entre les domaines de la DGAC quelles que soient les évolutions futures liées à la mise en place du FABEC
 - l'assouplissement des conditions d'accès au corps des ICNA pour les contrôleurs d'aérodrome et agents de la vigie trafic de CDG
 - la définition, dans un GT protocolaire, du volet social de la stratégie basses couches et une étude sur la reconnaissance du rôle des instructeurs régionaux et des chefs CA (y compris sur les modalités indemnitaires)
 - le GT « garanties sociales » chargé de définir les critères et principes déterminants pour les évolutions statutaires, réglementaires et d'organisation du travail pour les personnels de l'ensemble de la DGAC dans le cadre de la construction du FABEC
 - la réaffirmation du rôle de la DSAC face à l'EASA
 - etc..
- n'intéressent pas les TSEEAC.**

Le protocole réaffirme clairement l'unité de la DGAC et les passerelles constituent le seul moyen d'assurer cette unité et de préserver des conditions d'emploi analogues pour l'ensemble des personnels. Le protocole apporte des garanties en termes de dialogue social et contient des avancées pour les TSEEAC (mais aussi pour les cadres et les administratifs)...

Une chose est sûre : si ce protocole était remis en cause d'une façon ou d'une autre, il n'y aurait pas d'autre négociation et ça en serait terminé de la politique protocolaire.

FO qui parle d'opéra dans son dernier tract connaît sans doute "l'air de la calomnie" du barbier de Séville : la calomnie "enfle et tourbillonne" et laisse toujours des traces même lorsque, par ailleurs, on s'escrime à faire connaître la vérité.

C'est une technique de communication lamentable, certes, mais fréquemment utilisée par certains, mais l'UTCAC ne tombera pas dans ces travers, car si on peut ne pas être d'accord et débattre des idées, la calomnie est généralement la défense de ceux qui n'ont plus d'argument.

L'UTCAC continuera d'agir, et de défendre avec ses convictions les intérêts des TSEEAC et Cadres de la DGAC, mais également d'informer et de répondre avec des éléments tangibles.